



**15^e CONFÉRENCE
McDOUGALL**

Jean Mayer

Président, Tufts University (Etats-Unis)

**Rome
9 novembre 1987**

**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**

**15^e CONFÉRENCE
McDOUGALL**

Jean Mayer

Président, Tufts University (Etats-Unis)

**Rome
9 novembre 1987**

**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture**

Monsieur le Président,
Monsieur le Directeur général,
Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un honneur extraordinaire d'être invité à donner cette conférence. J'en éprouve d'autant plus de plaisir que Frank McDougall était un collègue et ami de mon père, André Mayer, entre les deux guerres. A l'époque, Stanley Bruce était Haut-Commissaire de l'Australie à Londres. McDougall était son conseiller économique. Il était au courant des enquêtes nutritionnelles menées par mon père en France, par John Boyd Orr en Ecosse et par Hazel Stiebeling aux Etats-Unis, et qui établissaient une relation entre salaire minimum,

emploi, nutrition et santé. C'est sur la base de ces enquêtes qu'il a convaincu Bruce de s'opposer à toute restriction de la production vivrière au pire moment de la grande dépression. Ce sont ses relations avec mon père et avec les autres membres de cette petite phalange internationale d'économistes, de physiologistes et de nutritionnistes qui l'ont conduit à consacrer toute sa vie à l'alimentation de l'humanité. En 1943, j'étais au front, en Afrique du Nord, puis en Italie. Mais, plus tard, j'ai entendu parler, par mon père, du mémoire dans lequel McDougall proposait de créer une organisation internationale pour tenir la promesse du Président Roosevelt de mettre l'humanité à l'abri du besoin; de leurs démarches auprès d'Eleanor Roosevelt et, par son entremise, auprès du Président lui-même; et de la Conférence de Hot Springs, dont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture tire son origine.

C'est avec beaucoup de fierté que je suis entré à la FAO à ses débuts et que j'ai participé à la promulgation de la première série de normes internationales concernant les besoins caloriques et protéiques.

Je suis fier d'avoir pu rencontrer Frank McDougall à plusieurs reprises. Et je voudrais rappeler la déclaration, souvent citée, qu'il a faite en 1935 et qui n'a rien perdu de son actualité: "Si l'on ne parvenait pas à mobiliser l'immense potentiel de production de l'agriculture moderne pour répondre aux énormes besoins d'aliments très nutritifs, ce serait le signe d'une faillite totale de la politique".

Venons-en à un passé plus récent. Je suis souvent venu à Rome, il y a treize ans, pour participer à la préparation de la Conférence mondiale de l'alimentation de 1974. Beaucoup d'entre vous se souviennent de cette conférence. Et qui a pu en oublier la cause? Dans les années 50 et 60, la production alimentaire mondiale augmente plus vite que

la population. En 1972, renversement complet: pour la première fois depuis des années, les récoltes sont très mauvaises dans quatre grandes zones de production: Union soviétique, Chine, sous-continent indien, Sahel. A cause de ventes massives de céréales (dont les autorités ne s'apercevront d'ailleurs qu'après coup), les Etats-Unis se trouvent dépourvus de réserves d'urgence. En outre, par suite du choc pétrolier de 1972 et 1973, une grande partie du monde en développement manque d'engrais et de carburants pour son agriculture. Tout d'un coup, les réserves mondiales de céréales se trouvent réduites de 60 millions de tonnes. Quand la Conférence se réunit, en 1974, le monde n'a plus de vivres d'avance que pour 20 jours. Il n'y a pratiquement plus de vivres dans une grande partie du sous-continent indien. Il y en a au Sahel, mais, à cause du manque d'organisation et des problèmes de transport, on ne peut les faire parvenir à ceux qui en ont besoin.

Aujourd'hui, treize ans seulement nous séparent du vingt et unième siècle. La situation alimentaire mondiale a de nouveau changé. En 1988, les stocks mondiaux représenteront environ 23 pour cent de la consommation. J'ai lu récemment dans un journal de Boston un article où l'on dénonce la pléthore alimentaire. Dans le midwest, aux Etats-Unis, les silos sont pleins. On va jusqu'à stocker le grain dans les écoles. La Révolution verte (qui a d'abord profité à l'Amérique du Nord et à l'Europe) s'est étendue à l'Asie et à certaines parties de l'Amérique latine. Désormais, des pays comme l'Inde, la Chine, le Pakistan ou le Mexique apportent une assistance technique à des nations dont l'agriculture est moins avancée et partagent avec elles les résultats de la recherche agronomique.

Notre planète produit aujourd'hui assez de nourriture pour que tout le monde mange à sa faim, à condition que cette nourriture soit équitablement distribuée. (Toutefois, la structure actuelle de la production mondiale

condamnerait les paysans des pays pauvres à une éternelle pauvreté). Nous pourrions nourrir des milliards d'êtres humains de plus si les nations riches et les riches des nations pauvres mangeaient moins de viande. En outre, cela réduirait probablement le nombre des décès dus à des accidents cardiovasculaires. Hélas, nous n'avons pas honoré l'engagement pris par la Conférence mondiale de l'alimentation: en ce milieu des années 80, il y a encore beaucoup d'enfants qui vont au lit le ventre vide. Le pourcentage d'affamés a diminué depuis 1974 mais, comme la population s'accroît, leur nombre absolu a augmenté.

L'"inanition" est hélas très facile à identifier. La "faim" est un concept un peu plus vague, et la "malnutrition" est encore moins bien définie. En ce qui concerne la faim, la Banque mondiale et la FAO considèrent qu'une énergie suffisante suppose un apport suffisant de protéines (et peut-être d'autres éléments nutritifs). La Banque mondiale utilise 90 pour cent et 80 pour

cent des besoins énergétiques fixés pour les différents pays par la FAO et l'OMS. La FAO utilise le métabolisme de base - c'est-à-dire la dépense d'énergie d'une personne à jeun et au repos - pour estimer les besoins d'entretien. La Banque mondiale évalue à 730 millions le nombre des personnes privées chroniquement des aliments nécessaires pour mener une vie saine et active. La FAO l'estime à 512 millions. En utilisant une définition plus restrictive de la faim, elle fixe le nombre des personnes proches du seuil de survie à 348 millions en 1985, contre 320 millions en 1980 et 316 millions en 1970. Quelle que soit l'estimation, les résultats sont épouvantables.

De 1970 à 1980, 1,5 million de personnes sont venues s'ajouter chaque année à la liste des affamés. Avec le marasme de l'économie mondiale, avec l'accélération de l'inflation et l'alourdissement de la dette dans les pays en développement, ce chiffre est passé à 8 millions par an. Derrière ces statistiques dont nous avons besoin pour

analyser la situation et prévoir des mesures correctives, il y a le drame de 40 millions d'êtres humains, dont un nombre disproportionné d'enfants. En outre, un bilan alimentaire globalement satisfaisant peut masquer des cas de malnutrition aiguë dans certains pays ou ménages si la nourriture est mal répartie.

La malnutrition est le manque de quantités suffisantes d'un ou plusieurs éléments nutritifs. Elle peut exister même si l'apport en calories et en protéines est adéquat. Les bébés, les jeunes enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes sont les plus menacés, car ils ont plus que d'autres besoin de plusieurs vitamines et sels minéraux. C'est ainsi que chaque année, la xérophthalmie due à l'avitaminose A rend aveugles quelque 250 000 enfants. C'est un drame facile à éviter à l'apparition des premiers symptômes par un apport de légumes riches en bêta-carotène - précurseur de la vitamine A - ou par un appoint de vitamine A deux fois par an. Cela ne coûterait qu'une somme dérisoire.

Le goitre et le crétinisme persistent en haute montagne, loin de la mer. L'un et l'autre sont dus essentiellement à un manque d'iode qui, dans le cas du crétinisme, affecte le fœtus. Plusieurs centaines de millions de personnes manquent plus ou moins d'iode. Dans ce cas aussi, il ne coûterait presque rien d'ajouter de l'iode à la nourriture (dans le sel, par exemple). Mélangée à de l'huile, l'iode peut être injectée ou administrée par voie orale. Cette dernière méthode est la moins coûteuse, mais même les piqûres, tous les trois à cinq ans, ne coûtent que quelques centimes par personne et par an.

Beaucoup de femmes en âge de procréer souffrent d'une carence en fer. Selon le FISE, l'anémie ferriprive frappe la moitié environ des femmes du tiers monde. Elle sape leur énergie, dont elles sont moins que quiconque économes. En outre, elle prive le fœtus du fer dont il a besoin pour la formation des globules rouges. Dans les ménages où ce sont les hommes et les

adolescents mâles qui reçoivent en général les meilleurs aliments, notamment la viande, qui sont riches en fer, les femmes et les petits enfants sont menacés d'anémie chronique.

Dans les régions où l'alimentation est à base de céréales pauvres en protéines, les petits enfants, qui ne peuvent pas en manger assez, courent des risques, même s'ils ont assez de calories. Si l'aliment de base est le manioc ou la pomme de terre, l'apport en protéines sera tout à fait insuffisant. Il y a moins de danger dans les régions où l'on mange du mil, du riz et surtout du blé, car ces céréales sont riches en protéines de bonne qualité. Les petits enfants risquent toutefois de ne pas pouvoir manger suffisamment de riz. Ce risque n'existe pas pour les enfants plus âgés. La politique nutritionnelle ne doit pas se limiter à des interventions épisodiques, au fur et à mesure que des carences apparaissent. Elle doit être à la base de la planification de la production

agricole et de la consommation alimentaire, et donc jouer un rôle crucial dans l'élaboration des plans à long terme.

Par certains aspects, la situation alimentaire d'aujourd'hui nous rappelle les années 30. La crise économique mondiale de la fin des années 20 a débouché sur la crise agricole du début des années 30. Aux Etats-Unis, malgré un excédent de produits alimentaires, on faisait la queue aux soupes populaires. Comment ne pas se rappeler les paroles de Stanley Bruce à la Conférence monétaire et économique mondiale de 1933: "Si tout ce qu'on peut faire pour un monde plongé dans la misère est de restreindre la production d'aliments et d'autres produits de première nécessité,... le système politique et économique court au désastre".

Il y a bien sûr beaucoup de différences entre la situation d'aujourd'hui et celle qui existait avant la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, il y a excédent dans

presque toutes les grandes zones de production. En 1932, on pouvait peut-être encore dire: "Vous aurez toujours les pauvres parmi vous". En 1987, nous savons si bien multiplier les pains et les poissons que tout le monde pourrait manger à satiété. Sauf bouleversement climatique, les pays producteurs de vivres pourraient nourrir indéfiniment le reste du monde. Ce n'est pas la bonne solution. L'humanité possède ou est en passe d'acquérir dans bien des domaines - agriculture, alimentation et nutrition, santé, communications, transports, technologie - des connaissances qui devraient permettre à tous les peuples de se nourrir eux-mêmes, pour peu que la population mondiale se stabilise dans un proche avenir.

En même temps, nous devons affronter des problèmes dont n'avaient pas à se préoccuper Bruce, Frank McDougall ou André Mayer: notre environnement, extrêmement fragile, est agressé de toutes parts, y compris par les agriculteurs dont les pratiques lui portent de rudes coups dans le monde entier. Encore

à l'époque de la Conférence mondiale de l'alimentation, les scientifiques commençaient à peine à se rendre compte que les quatre grands écosystèmes - cultures, herbages, forêts, pêcheries - avaient déjà presque atteint, sinon dépassé, leur capacité de charge.

En outre, à cette époque, la Révolution verte alimentée par le pétrole était la seule arme dont nous disposions pour combattre la faim. Elle a donné de très bons résultats en Europe, en Amérique du Nord, en Asie et, jusqu'à un certain point, en Amérique latine, sauf là où il y a des désordres civils ou d'énormes inégalités sociales. Mais, aujourd'hui, la Révolution verte consomme énormément d'énergie, d'engrais et d'eau (et de capitaux, pour les petits agriculteurs). Elle ne peut pas se poursuivre partout et indéfiniment sans épuiser les ressources et sans endommager encore un peu plus les quatre écosystèmes

dont dépend notre approvisionnement alimentaire. L'agriculture de l'avenir - et l'avenir n'est guère éloigné - devra être moins prodigue.

Dans les régions tropicales, et notamment en Afrique, l'agriculture est beaucoup moins développée qu'ailleurs. L'une des raisons en est que les cultures tropicales de subsistance ne font l'objet de recherches intensives que depuis 10 ou 15 ans. A la diversité des sols, des terrains et des climats de l'Afrique correspond une grande diversité de méthodes agricoles et d'organisation sociale. Une autre raison, encore plus importante, est que la révolution agricole dans laquelle s'est lancé le reste du monde suppose une nouvelle infrastructure sociale, économique et matérielle, indispensable pour appuyer une agriculture axée sur le marché et une population en mesure d'acheter les aliments qui seront produits. Bref, la Révolution verte est autant une révolution dans l'ordre du social et de la gestion que dans celui de la technique.

Le génie génétique permettra de réduire progressivement les besoins, aujourd'hui considérables, d'énergie, d'eau et de produits chimiques. Mais les besoins sociaux resteront les mêmes. En plus d'un vaste marché, les agriculteurs ont besoin de routes et de voies ferrées pour leur approvisionnement en intrants et pour l'écoulement de leur production. Il leur faudra des camions et de petites machines agricoles - encore que, dans les pays dont la population active augmente rapidement, l'agriculture ne doive pas se mécaniser trop vite. Les nouvelles semences et les sols épuisés demandent de grandes quantités d'engrais. Les variétés à haut rendement exigent plus d'eau, et il faut donc développer l'irrigation. Si les cultures se développent, il faudra plus d'herbicides, d'insecticides et de pesticides avant la récolte, et plus d'insecticides, de fongicides, de rodenticides et de moyens d'entreposage après la récolte. Le meilleur moyen d'accroître rapidement les disponibilités alimentaires consiste à améliorer l'entreposage pour

sauver les 30 à 50 pour cent de la production qui, aujourd'hui, se perdent avant de pouvoir atteindre le marché. Tout cela suppose que l'économie se monétarise et que le crédit se développe localement. Les petits agriculteurs se grouperont en coopératives afin d'obtenir de meilleures conditions de crédit et d'achat et de parvenir à une certaine spécialisation du travail. Evidemment, il faudra bien que quelqu'un dirige la coopérative.

Enfin, il ne suffit pas qu'il y ait des producteurs de vivres, il faut aussi des consommateurs. Des circuits de distribution et des moyens de transport sont nécessaires. Les prix doivent être assez élevés pour encourager les agriculteurs à produire plus. Ils doivent aussi être assez bas pour que la population non agricole - qui s'accroîtra au fur et à mesure que l'agriculture deviendra plus productive - puisse acheter de quoi manger à sa faim. Cela suppose le développement parallèle d'autres secteurs économiques. Il faut commencer par créer des

emplois dans les secteurs qui aideront les agriculteurs à produire plus: fabriques de petites machines agricoles simples ou d'engrais, petites entreprises agro-alimentaires, etc. On peut trouver des exemples de développement réussi, compatible avec toutes sortes d'idéologies socio-politiques; encore faut-il que les conditions soient réunies en matière d'éducation, de crédit et de décentralisation des décisions.

Tout cela ne se fait pas du jour au lendemain. En Afrique, pour éviter une tragédie, comme celles de 1972-73 et de 1984-86, il faudra continuer à fournir des secours alimentaires à divers pays, peut-être, pendant encore 15 à 20 ans dans certains cas. Là aussi, il faut être très prudent. Les importations alimentaires ne doivent pas concurrencer les produits locaux, sous peine de décourager les agriculteurs.

Derrière tout cela, il y a le système absolument crucial de soutien à long terme. La recherche-développement et un bon réseau de vulgarisation sont indispensables à une agriculture forte et diversifiée. La recherche-développement agricole englobe à mon sens les services vétérinaires et l'aquaculture. Il faut faire un gros effort en faveur de l'aquaculture qui, jusqu'ici, n'a pas répondu aux espoirs que l'on avait mis en elle. En Afrique, notamment, où cette activité n'est pas vraiment traditionnelle, elle pourrait constituer une source abondante de protéines animales de qualité. Je souhaiterais aussi que l'on consacre plus de recherche intensive aux cultures de subsistance et aux cultures de couverture dans le Sahel. Ces dernières fixeraient les sols et serviraient de pâturage. Il n'y a pas suffisamment de recherches sur le mil, le maïs et les variétés de haricots et de riz bien adaptées à la plus grande partie de l'Afrique. Il faudrait essayer, dès que possible, d'améliorer par génie génétique la qualité et la teneur en protéines de racines

tubéreuses telles que le manioc, et probablement aussi le plantain. Il est urgent aussi d'intensifier les recherches pour mettre au point des régimes très nutritifs à base d'aliments locaux. Il devrait être possible d'utiliser certaines quantités de lait écrémé en poudre. Il existe aujourd'hui un excédent mondial, qui va sans doute gonfler à cause des nouveaux traitements aux hormones qui devraient doubler la production des vaches laitières. Le lait enrichi est une excellente source de protéines et de calcium, de vitamines A et D, de diverses vitamines B, et de zinc. Si l'on parvient à surmonter le problème de l'intolérance au lactose - ce qui ne pose pas de problèmes pour les petits enfants - le lait écrémé en poudre pourra permettre de beaucoup améliorer la nutrition des enfants.

L'alphabétisation est évidemment essentielle. La plupart des pays africains s'efforcent avant tout de développer l'enseignement primaire, dans les limites de leurs moyens financiers. Il faut aussi améliorer les capacités de gestion et les

compétences techniques des agriculteurs et leur faire mieux comprendre le rapport entre pratiques agricoles et protection de l'environnement.

Dans certains pays en développement, les femmes fournissent 50 pour cent ou plus de la production vivrière. Il est capital d'améliorer leur formation et de les faire participer à toutes les étapes de la planification et à toutes les décisions qui concernent le système alimentaire. C'est aussi en grande partie des femmes que dépend la santé de toute la famille; il est urgent de développer l'éducation nutritionnelle, surtout pour les mères de jeunes enfants. On pourrait réduire fortement le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans si l'on parvenait à rompre le cycle malnutrition-infection-malnutrition grâce à un bon régime alimentaire durant ces années de croissance extrêmement rapide. Au fur et à mesure que les femmes comprendront mieux les principes de la nutrition, la santé de leur famille, et de toute la nation, s'améliorera.

Permettez-moi maintenant de dire un mot de l'avenir à long terme - disons des vingt prochaines années. La Révolution verte dans sa forme actuelle est encore le seul moyen d'accroître les rendements céréaliers. A ce stade, nous sommes totalement tributaires de quantités massives de pétrole et d'eau. On est en train de mettre au point des méthodes d'irrigation plus économes en eau. Toutefois, les grands changements viendront de l'amélioration génétique des plantes vivrières et des animaux (y compris les animaux aquatiques) pour les environnements tropicaux.

Je n'ai pas besoin de dire à des ministres de l'agriculture que le génie génétique n'a rien de cette grande menace pour l'environnement que dénoncent certains profanes. Il n'en faut pas moins être prudent. Les résultats doivent être soigneusement testés avant d'être exploités sur une grande échelle. Bien utilisé, le génie génétique est un puissant moyen d'accroître la production vivrière tout en améliorant la

qualité nutritionnelle des aliments, en utilisant moins d'intrants et en préservant l'environnement. En agriculture, le tabac et le pétunia ont servi de "cobayes", à l'instar de Escherichi coli, de la souris blanche ou de la mouche des fruits en médecine. En 1983, des scientifiques ont réussi à transformer ces végétaux en transplantant des caractéristiques génétiques utiles de l'un à l'autre. Depuis lors, divers laboratoires ont transformé plus d'une douzaine de légumes et de plantes vivrières commerciales. Plusieurs végétaux ont été dotés d'une résistance à des ravageurs tels que les chenilles ou les coléoptères, à beaucoup de virus ainsi qu'à certains herbicides.

D'ici sept ans au maximum, les généticiens auront testé et pourront mettre à la disposition des agriculteurs du maïs, du soja, du riz, du blé, du colza, du sorgho, du coton et de la luzerne résistant aux champignons, agents pathogènes, ravageurs et autres ennemis. Ce sera ensuite le tour de plantes

tropicales telles que le mil, le manioc, l'igname et le taro. Des expériences sont en cours pour produire des plantes plus robustes qui donneront de meilleurs rendements avec moins d'engrais et sans préparation du sol, et qui pourront prospérer sur des terres salines ou appauvries. Les grandes cultures vivrières gagnent du terrain. Imaginons les effets d'une progression de 80 km vers le nord de la limite de culture du blé au Canada ou en Union soviétique. De même, imaginons ce qui se passerait dans beaucoup de pays du sud si l'on pouvait faire pousser le mil avec moins d'eau.

On est par ailleurs en train de mettre au point des aliments plus nutritifs, de meilleur goût, et plus faciles à stocker et à transformer.

Le génie génétique doit accroître, et non pas réduire, la diversité des végétaux. La monoculture est vulnérable aux maladies et

aux nuisances. Les nouvelles semences, fruits de la haute technologie, n'exigent pas une agriculture à haute technicité.

Le génie génétique ne se limite pas aux végétaux. Un jour, sans doute pas très éloigné, des animaux améliorés génétiquement naîtront pour ainsi dire déjà vaccinés. Ils seront résistants à diverses maladies infectieuses, virales, bactériennes et parasitaires courantes: fièvre aphteuse, trypanosomiase, nématodes intestinaux.

Bovins et porcins produiront plus de protéines avec moins de fourrage. A mesure que le rendement des végétaux s'accroîtra, le besoin de terres diminuera. Ainsi, on pourra freiner la destruction des herbages et des forêts tropicales, ce qui contribuera à protéger les ressources en eau, à prévenir l'érosion et à préserver la diversité génétique.

Bien entendu, nous ne pouvons attendre les cinq à vingt ans nécessaires pour que les premiers de ces végétaux commencent à être

plantés à grande échelle. Il y a urgence. Nous devons poursuivre la Révolution verte, en adaptant les techniques chaque fois que possible.

En Afrique, la production de céréales par habitant a atteint en 1967 le niveau de subsistance, à savoir 180 kg par an. Dans les années 60, la production vivrière a augmenté de 2,5 pour cent par an, soit à peine plus que la croissance démographique. Dans les années 70, celle-ci est passée de 2,4 à 2,8 pour cent par an, tandis que l'expansion de la production vivrière s'est brutalement ralentie, tombant à 1,7 pour cent. Alors que la faim a reculé dans d'autres régions, le nombre des sous-alimentés n'a cessé d'augmenter en Afrique: 92 millions en 1969, 110 millions en 1980, 140 millions en 1985. En 1983, l'Afrique a importé neuf fois plus de céréales qu'en 1972. En 1984, les importations alimentaires ont englouti 20 pour cent environ de ses recettes d'exportation; le même pourcentage, ou presque (22 pour cent), a été absorbé par le service de la

dette. Si, comme on le prévoit, la population augmente d'environ 3,3 pour cent par an jusqu'à la fin du siècle, il faudra que le taux de croissance de la production agricole double, rien que pour suivre la croissance démographique. A la dernière conférence Arturo Tanco, le général Olusegun Obasanjo a cité un rapport de l'Institut international d'agriculture tropicale: "En Afrique, presque tous les problèmes sont plus aigus qu'ailleurs. La couche superficielle des sols est plus fragile et plus sensible à l'érosion et à la dégradation. Il y a une moins grande proportion de cultures irriguées, de sorte que l'agriculture est exposée aux vicissitudes d'une pluviométrie irrégulière. L'infrastructure, tant matérielle qu'institutionnelle, est moins développée. On manque plus qu'ailleurs de personnel qualifié. L'exode rural est plus rapide...". J'ajouterai qu'en temps normal, l'exode vers les villes rend la nutrition des pauvres encore plus précaire. Bien sûr, il n'en va probablement pas de même en cas de famine. Durant la guerre civile au Nigéria, j'ai vu la faim faire autant de

ravages dans les campagnes que dans les villes. La malnutrition et la faim chroniques sont dues davantage au manque d'accès à la nourriture qu'à l'absence de nourriture. La cinquième enquête mondiale sur l'alimentation montre que la faim est en général plus grande chez les chômeurs des villes que chez les ruraux pauvres, exception faite des ménages de paysans sans terre et notamment de ceux qui ont pour chef une femme.

La mise en place d'une agriculture viable et plus productive et d'une économie qui assure à chacun un régime alimentaire adéquat a été comparée au Plan Marshall (le Plan Marshall avait aidé à relancer l'agriculture et l'économie en Europe après la seconde guerre mondiale). En réalité, il s'agit d'un projet beaucoup plus complexe et coûteux et qui demandera bien plus de temps. Il exige une contribution de tous les membres de la communauté mondiale, car chacun a des compétences particulières dans un domaine ou dans un autre.

Par exemple, comme nous en avons eu récemment la triste démonstration, le monde ne dispose toujours pas d'un système pleinement efficace d'alerte rapide pour détecter les signes avant-coureurs de famine. Les éléments d'un tel système commencent à se mettre en place. Il faut pouvoir surveiller les récoltes et les prix du marché; suivre, par satellite et par avion, l'évolution des conditions météorologiques à court et à long terme; disposer de rapports de terrain sur la santé et la nutrition des populations vulnérables, et surtout des jeunes enfants. Les différents éléments ne sont pas encore bien coordonnés. Il n'y a pas de mécanisme propre à assurer une réaction rapide de la communauté mondiale ou des pays concernés. Bref, il n'y a pas de système à déclenchement automatique. Il n'y a pas encore non plus de stockage systématique de réserves, soit dans des endroits d'où l'on pourrait acheminer rapidement des vivres vers les zones menacées de famine, soit dans les pays vulnérables eux-mêmes pour faire la soudure jusqu'à l'arrivée de l'aide extérieure. Une fois en place, le système pourrait fournir

des données et analyses utiles pour la planification à long terme de l'alimentation et de l'agriculture au plan national ou régional. Pour fonctionner, il devra bénéficier d'apports aussi bien locaux qu'internationaux.

D'autres infrastructures restent aussi à développer. Par exemple, il faudrait mettre en place un système efficace de transport. L'Afrique (et, dans une moindre mesure, l'Amérique latine) n'a pas encore de réseau routier et ferré transcontinental suivant les axes nord-sud, et surtout est-ouest, pour permettre un acheminement rapide des vivres en cas de famine. Même si le transport de ces vivres, des ports vers l'intérieur, pose de grosses difficultés, il est en général plus facile d'importer de la nourriture que de l'acheminer d'une partie du continent à une autre, ou même, parfois, de la transporter d'une région à une autre dans un même pays. La responsabilité de planifier un bon réseau routier et ferré incombe à la région, à la nation et peut-être même aux localités concernées.

Mais les financements et l'assistance technique nécessaires doivent provenir des nations industrielles, agissant individuellement ou collectivement. Il en va de même de la planification des ressources en eau.

En général, l'aide nécessaire à de grands projets de développement de l'infrastructure devra provenir de l'Etat. Les entreprises privées doivent rentabiliser assez vite leurs investissements; les organismes privés sans but lucratif manquent de ressources financières. Les sociétés ont un rôle à jouer dans la deuxième phase du développement économique et dans l'effort de recherche (par exemple, génie génétique). Les contributions du réseau international de recherches agronomiques, notamment des treize centres du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, sont absolument indispensables. On a dit que ces centres pourraient bien représenter une contribution plus importante de la Révolution verte que l'augmentation des

récoltes. Les universités et autres organismes de recherche ont aussi un grand rôle à jouer, qu'il s'agisse de la recherche elle-même ou de son application sur le terrain. Les universités sont particulièrement bien qualifiées pour former agronomes, vétérinaires, spécialistes de l'aquaculture, enseignants, techniciens, vulgarisateurs, nutritionnistes et dirigeants. En outre, le transfert de technologies intermédiaires dans le cadre de la coopération régionale et de la coopération Sud-Sud est particulièrement utile.

On reconnaît en général qu'il appartient à chaque nation d'arrêter sa politique démographique mais la communauté mondiale devrait être prête à apporter aux gouvernements toute aide qu'ils peuvent demander. Il est évident que même le génie génétique ne pourra pas produire assez de nourriture si la population mondiale s'accroît indéfiniment. Un net ralentissement de la croissance démographique de beaucoup de pays améliorerait indubitablement le rapport population/alimentation.

Mais il faut se rappeler que l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, qui ont connu un boom démographique avant les autres, ont aussi été les premières à éliminer la famine, sauf en temps de guerre. Il n'est pas impossible que nous manquions de logements, d'écoles, de soins de santé, d'espaces de loisir, voire d'air à respirer, avant de manquer de nourriture. Chacun a droit à une bonne et longue vie. Le monde peut y pourvoir, de même qu'il peut assurer un régime alimentaire adéquat, sous réserve que nous stabilisions la population ou, mieux, que nous la réduisions par l'espacement des naissances.

Dans tous les domaines - infrastructure, agriculture, début d'industrialisation, espacement des naissances, santé, éducation, etc. - l'aide peut prendre la forme d'accords bilatéraux entre pays riches et pays pauvres. Toutefois, ces accords risquent de créer une dépendance permanente. Pour des raisons d'équité universelle, de respect de la souveraineté nationale et -

quand les organisations internationales fonctionnent bien - d'efficacité, il semble donc préférable, chaque fois que possible, de privilégier l'aide multilatérale. De l'avis de beaucoup de leurs sympathisants, les organisations multinationales ont souvent fait la preuve de leur impartialité et de leur efficacité. Certaines ont acquis, à juste titre, une renommée universelle, par exemple le FISE, qui a reçu le prix Nobel de la paix. A l'autre extrême, tout le monde connaît les tribulations de l'Unesco. La FAO a été créée parce que les problèmes agricoles - aussi bien d'excédents que de pénuries - ne connaissent pas de frontières. Il vaut donc mieux les traiter dans un cadre international. En ce qui concerne l'action pratique sur le terrain, la FAO peut en outre tirer parti de l'expérience acquise dans des pays pauvres - tropicaux ou arides - et en faire profiter d'autres zones ayant les mêmes caractéristiques géologiques et climatiques. Enfin, plusieurs crises ont montré que, pour être efficace, la défense des prix agricoles doit s'appuyer sur des

accords multilatéraux. Sous réserve que son budget soit suffisant et qu'elle puisse choisir ses spécialistes en fonction de leurs compétences et non pour des raisons politiques, la FAO devrait être bien partie pour répondre aux espoirs de ses fondateurs et de toute une génération - la mienne - qui, depuis la deuxième guerre mondiale, croit aux organisations mondiales.

Il y a toutefois une condition très importante à remplir. Je viens de dire qu'il faut donner à la FAO les moyens dont elle a besoin. Cela exige un engagement international jamais vu depuis la seconde guerre mondiale, un engagement de ressources intellectuelles, humaines et économiques pour redonner vie à un continent. Les ressources intellectuelles et humaines se mobilisent. En revanche, les ressources économiques de notre planète sont gaspillées dans des entreprises de mort. La course aux armements engloutit près de 2 milliards de dollars par jour aux Etats-Unis et en Union soviétique. Nos économies en souffrent, nos programmes nationaux en souffrent, nos peuples en

souffrent. Les Etats-Unis viennent au dix-huitième rang mondial pour le taux de mortalité infantile, et l'Union soviétique au quarante-sixième rang. Mais les deux super-grands ne sont pas les seuls à se tromper de priorités. En moyenne, les pays développés consacrent 5,4 pour cent de leur PNB à des fins militaires, contre 0,3 pour cent à l'aide au développement. Par an, l'aide non militaire des Etats-Unis à l'Afrique représente cinq heures du budget d'armement.

Au total, le monde consacre chaque année quelque 1 000 milliards de dollars à la "défense". Entre 1975 et 1985, les importations d'armes des pays en développement ont représenté 40 pour cent de l'augmentation de leur dette extérieure. Depuis 1960, alors que leur taux de chômage a été multiplié par huit, leurs dépenses militaires ont sextuplé en dollars constants. En fait, depuis 1960, les dépenses militaires mondiales - plus de 14 000 milliards de dollars - ont plus qu'absorbé l'augmentation de plus de 9 milliards de dollars du PNB, de sorte que l'économie civile s'est rétrécie.

La production militaire, à haut coefficient de capital, crée moins d'emplois que si on consacrait des sommes équivalentes aux écoles, aux programmes de santé, etc., dans le secteur privé. La formation dans le secteur militaire a peu d'utilité pour les emplois civils dans les pays industrialisés. Elle n'en a pratiquement aucune dans les pays en développement. L'Organisation internationale du travail estime à 90 millions le nombre des chômeurs dans le monde. En outre, 300 millions de personnes sont sous-employées. D'ici l'an 2000, il faudra créer 600 millions de nouveaux emplois, dont 90 pour cent dans les pays en développement, rien que pour absorber la population active supplémentaire. Certes, la situation se dégrade dans les pays industrialisés; mais dans le monde en développement, un milliard de personnes - une personne sur cinq - vivent au-dessous du seuil de pauvreté; 100 millions n'ont pas de logement; un milliard sont mal logés. On consacre quatre fois plus d'argent aux armements qu'à la santé. La FAO a récemment conjuré la menace

des criquets et sauteriaux en Afrique en dépensant moins d'une demi-heure des dépenses militaires mondiales. A ce propos, l'Afrique qui, en 1960, était encore en grande partie dépourvue d'armes en accumule aujourd'hui au détriment de son développement.

Douze nations seulement ont, ou auraient, la capacité de produire l'arme nucléaire qui pourrait détruire l'humanité. Mais tous les pays qui consacrent une bonne part de leur PNB à importer des armes ou qui comptent sur leurs exportations militaires pour équilibrer leur balance commerciale contribuent à un lent gaspillage des ressources humaines et à une lente dévastation de l'environnement. Nous devons trouver le moyen de sortir de ce cycle infernal. Si l'on parvient à abolir l'arme nucléaire et à réduire et contrôler les armements classiques, les ressources financières et techniques ainsi dégagées pourront servir à des fins pacifiques et humaines. La première priorité doit être de nourrir le monde.

